

Point fort

Moins facile pour un enfant de pauvres d'aller à la crèche

Petite enfance Une étude présentée hier démontre que les bambins de milieux défavorisés fréquentent moins les structures d'accueil préscolaire. Un problème pour l'égalité des chances

L'essentiel

● **Constat** Les parents disposant d'un haut revenu utilisent plus fréquemment les crèches

● **Manque** Huit mille petits Vaudois auraient besoin d'une garde supplémentaire

● **Utilité** Les études internationales démontrent l'impact positif qu'ont les crèches sur la réussite scolaire et la cohésion sociale

Pascale Burnier Textes

Les crèches sont-elles devenues un luxe pour parents fortunés et diplômés? Dans le canton de Vaud, 71% des enfants dont les parents ont un revenu supérieur à 15 000 francs brut fréquentent une crèche. Un chiffre qui tombe à 29% pour les ménages aux revenus inférieurs à 4000 francs (familles monoparentales non comprises). C'est ce que révèle une étude de l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP), mandatée par la Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE), et présentée hier aux médias. Cette enquête a été réalisée en septembre 2012 en interrogeant plus de 3200 parents ayant un enfant de moins de 13 ans. Si les familles à haut revenu ont tendance à utiliser plus souvent les services d'une structure d'accueil, les enfants de «riches» ne sont pourtant pas majoritaires dans les crèches. Un bambin sur deux placés dans une structure collective est issu d'un ménage dont le revenu est compris entre 8000 et 15 000 francs, soit de classe moyenne supérieure.

A contrario, les enfants issus de la migration, en particulier d'Europe de l'Est et du Sud, fréquentent moins les structures d'accueil préscolaire. «C'est ce qu'on appelle l'effet Matthieu», explique le professeur Giuliano Bonoli, auteur de l'étude et responsable de la Chaire de politiques sociales à l'IDHEAP. Les politiques publiques profitent ainsi aux couches de la population aisées. Et ce biais social est très fort dans le domaine des crèches.»

Ce constat ne se limite pas au canton de Vaud. Ce problème a été observé ailleurs en Suisse et dans d'autres pays européens. «L'exception est la Suède qui a une place de crèche par enfant et n'a pas cette forme d'exclusion.» Et cette difficulté d'accès des enfants de milieux défavorisés inquiète. «C'est un problème car on sait que la prise en charge dans une structure d'accueil préscolaire a un impact positif sur la réussite scolaire des enfants défavorisés», précise Giuliano Bonoli. La crèche est un instrument d'égalisation des chances dont se prive le canton de Vaud.»

Quatre hypothèses

Mais comment expliquer de telles inégalités? Si le constat est là, les explications restent au stade des hypothèses. Une piste est que les ménages à haut revenu sont souvent composés de deux parents qui travaillent et, donc, qui ont un besoin important de garde d'enfant. Pour le professeur Bonoli, les parents dont le niveau de formation est élevé sont aussi plus à même de trouver une structure d'accueil. «Avec la pénurie de places, cela demande des capacités importantes pour naviguer dans les méandres administratifs et appeler les bonnes personnes. Si vous n'êtes pas d'ici et parlez mal le français, la manœuvre est donc plus compliquée.»

Des raisons culturelles pousseraient des familles à ne pas faire garder leurs enfants dans une structure d'accueil. Un point



Accueil
Dans les villes, grâce à des tarifs avantageux, les ménages défavorisés placent plus facilement leurs enfants à la crèche. M. AFFOLTER



«La crèche est un instrument d'égalisation des chances»

Giuliano Bonoli, auteur de l'étude

auquel n'adhère que partiellement le professeur de l'IDHEAP. «On ne peut pas exclure que, dans certaines cultures, une femme doit rester à la maison si elle ne veut pas passer pour une mauvaise mère. Mais je crois plutôt que certaines communautés sont pénalisées par le revenu et le niveau de formation faible de leurs membres. Ainsi, un médecin turc placera, selon moi, tout aussi volontiers son enfant en crèche. Par contre, les personnes d'Europe de l'Est et du Sud qui vivent dans le canton sont surreprésentées dans les métiers sous-qualifiés.» En préscolaire, un enfant sur cinq

n'est gardé que par ses parents. Il s'agit ici de ménages aux revenus moyens à bas. Des couples où l'un des conjoints ne travaille pas, généralement avec une mère qui a un niveau de formation peu élevé. Parmi les personnes d'Europe de l'Est, 47% des enfants restent ainsi à la maison. Une obligation pour des couples qui rencontrent des difficultés pour accéder au marché du travail.

Fossé villes-campagnes

Selon l'enquête de l'IDHEAP, la majorité des parents qui gardent leurs enfants le

font par choix. Mais pour 40% d'entre eux, le coût trop élevé des crèches est un frein. On sait déjà que, dans le canton, les tarifs diffèrent largement d'un réseau de la petite enfance à l'autre. Aujourd'hui, cette étude montre que les ménages, dont le revenu est inférieur à 4000 francs, placent plus facilement leurs enfants à la crèche lorsqu'ils habitent des villes-centres, telle que Lausanne, Vevey ou Yvonand. Des lieux où les tarifs sont plus favorables aux personnes qui gagnent peu d'argent. Ainsi, dans les plus petites communes, seuls 7% des parents gagnant moins de 4000 francs placent leurs enfants en garderie.

Un point sensible sur lequel la présidente de la FAJE, Doris Cohen-Dumani, entend se pencher. «Nous allons surveiller de près les grilles tarifaires des réseaux. Une autre étude avait également montré que, pour la classe moyenne, cela ne servait à rien financièrement que les deux parents travaillent, car ils finissaient par payer plus d'impôt et étaient trop taxés pour la crèche. Nous devons donc aussi trouver des solutions pour cette catégorie de personnes.»

Des places accessibles à tous

L'étude de l'IDHEAP constitue-t-elle une preuve de l'échec de cette politique publique? «Au contraire! clame Nuria Gorrite, conseillère d'Etat en charge de l'Office de l'accueil de jour des enfants. Il faut réaliser qu'avant 2007 on devait encore expliquer que l'accueil de jour se devait d'être une politique publique. Alors oui, cette politique doit maintenant être améliorée et intensifiée, mais un grand pas a été déjà franchi. Et ce type d'étude sert à identifier les corrections nécessaires.»

Selon la ministre, un point essentiel reste le problème des politiques tarifaires. «Il faut offrir des places d'accueil accessibles à tous. Et il faut créer des places pour contre la pénurie actuelle. Les Communes seront ainsi incitées à faire la promotion de leurs places d'accueil.»

8000 petits cherchent garderie

● En septembre 2012, environ 8000 petits Vaudois avaient besoin d'une garde supplémentaire, tous âges confondus. Cela se traduit au niveau préscolaire par 1200 places supplémentaires. Pour combler cette demande, il faudrait donc augmenter de 20% l'offre actuelle. Même problème dans les jardins d'enfants, où 1300 bambins ont besoin de garde. Au niveau parascolaire, les demandes non satisfaites concernent environ 4000 enfants. L'étude de l'IDHEAP montre donc que la demande est encore importante malgré les 6000 places déjà créées dans le canton depuis 2007.

«Cela confirme nos intuitions, commente la conseillère d'Etat Nuria Gorrite. Des places doivent être créées. Et, pour cela, il fallait que le Canton soutienne cette politique publique. C'est désormais chose faite avec le vote du Grand Conseil de mardi dernier (lire notre édition du 28 août). Couplé aux modifications de la loi sur l'accueil de jour (Laje), cela permettra d'avoir une politique ambitieuse et pertinente.» Pour

connaître au mieux les besoins actuels, la présidente de la Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE), Doris Cohen-Dumani, rappelait, hier en conférence de presse, la future création d'une liste d'attente centralisée pour tous les réseaux du canton.

Au moment de la réalisation de l'étude, seuls 40% des utilisateurs de crèches expliquaient avoir eu leur place au bon moment. Pour tous les autres, un délai de plus d'un an s'impose. L'attente est plutôt rare pour l'accueil parascolaire et pour la cantine. Mais, une fois une solution de garde trouvée, les parents sont extrêmement satisfaits et cela malgré qu'une proportion élevée d'entre eux ont dû choisir un mode de garde par défaut.

Plus de 80% des familles vaudoises utilisent entre un et deux modes de garde différents. En la matière, les Vaudois ont une préférence pour les modes de garde collectifs et institutionnels, du type crèche ou unité d'accueil. Ils font également largement appel aux grands-parents pour s'occuper de leur progéniture.

Ascenseur social

Plusieurs études statistiques ont démontré l'impact positif qu'ont les crèches sur la promotion de la réussite scolaire et de la cohésion sociale chez les enfants défavorisés. Et, parmi les experts, la tendance pro-crèche est manifeste, selon le professeur Bonoli. Mais en quoi cela aiderait-il les bambins défavorisés? «Une hypothèse est qu'un enfant bénéficie ainsi de l'effet des pairs. Il est en contact avec des enfants de différents milieux et ne reste pas dans un vase clos, explique Giuliano Bonoli. Autre élément, grâce à des jeux et à d'autres activités, la crèche permet une socialisation par l'apprentissage.» Le chercheur évoque aussi des acquis sociaux, comme apprendre à rester tranquille en groupe et pendant un certain temps. Une étude américaine a montré que les futurs adultes de milieux défavorisés avaient cinq fois plus de risques de se retrouver un jour en prison s'ils n'étaient pas passés par une garderie. D'où un courant d'experts, qui estiment qu'il faut agir dès l'enfance pour éviter une reproduction sociale des inégalités.